



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 4 juin 2026

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a abaissé sa prévision de croissance pour le Mexique à 0,8 % en 2026, contre 1,3 % attendu en mars, en raison de la faiblesse persistante de l'investissement et du ralentissement de la consommation privée.

LE CHIFFRE A
RETENIR

0,8 %

Estimation du taux de
croissance pour 2026
par l'OCDE

Cette estimation est inférieure aux prévisions du gouvernement (2,3 %) et du consensus de marché (1,1 %). L'organisation estime que l'activité restera soutenue par la demande intérieure et un marché du travail relativement résilient, mais que l'investissement continuera d'être pénalisé par un niveau élevé d'incertitude, malgré la baisse des taux d'intérêt.

L'OCDE identifie également plusieurs risques baissiers, dont un ralentissement plus marqué de l'économie américaine, un durcissement des conditions financières mondiales et les effets indirects du conflit au Moyen-Orient. À l'inverse, une révision rapide et favorable du Traité Mexique-Etats-Unis-Canada (T-MEC) pourrait soutenir l'investissement et les exportations.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Les États-Unis ont proposé un droit de douane de 10 % sur les importations mexicaines. La mesure découle d'une enquête menée au titre de la Section 301 du Trade Act de 1974 sur les dispositifs de lutte contre le travail forcé. Selon l'Office du représentant américain au commerce (USTR), ces deux pays figurent parmi les partenaires commerciaux auxquels Washington reproche de ne pas appliquer de manière suffisamment efficace les interdictions visant les biens produits grâce au travail forcé. D'autres grandes économies, dont la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud ou encore le Brésil, pourraient être soumises à un taux plus élevé de 12,5 %. Cette initiative s'inscrit dans la volonté de l'administration Trump de reconstituer une partie de son arsenal tarifaire après l'invalidation par la justice de plusieurs mesures adoptées sous d'autres fondements juridiques, notamment l'*International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA). Les enquêtes relevant de la Section 301 sont généralement considérées comme plus robustes sur le plan juridique, mais leur mise en œuvre est plus longue. La proposition fait ainsi l'objet d'une période de consultation publique jusqu'au début du mois de juillet avant toute décision définitive. Le gouvernement mexicain a réagi en soulignant qu'aucune mesure n'avait encore été adoptée et a annoncé qu'il présenterait des arguments pour éviter l'application de ces droits de douane. Cette séquence intervient alors que le Mexique et les États-Unis doivent poursuivre dans les prochaines semaines leurs discussions dans le cadre de la révision du Traité Mexique-Canada-Etats-Unis (T-MEC), dont les enjeux commerciaux se sont considérablement renforcés depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche.

Le Mexique et le Canada ont officiellement notifié aux États-Unis leur volonté de prolonger le Traité Mexique-Canada-Etats-Unis (T-MEC) de 16 années supplémentaires, ce qui porterait sa durée de validité jusqu'en 2042. Cette démarche intervient à l'approche de la première révision conjointe de l'accord, prévue le 1er juillet 2026 conformément à l'article 34.7 du traité. Dans leurs communications respectives à Washington, les deux gouvernements ont souligné l'importance de préserver la stabilité et la prévisibilité du cadre commercial nord-américain, alors que l'environnement économique régional est marqué par une recrudescence des tensions commerciales. Le ministre mexicain à l'Économie, Marcelo Ebrard, a mis en avant le rôle du T-MEC dans l'attraction des investissements étrangers et le renforcement des chaînes de valeur régionales. De son côté, le ministre canadien Dominic LeBlanc a qualifié l'accord de « très bénéfique » pour les trois économies et a appelé à sa reconduction avant

l'échéance du 1er juillet. Ottawa a toutefois profité de cette démarche pour réitérer ses préoccupations concernant les droits de douane sectoriels imposés par l'administration Trump sur l'acier, l'aluminium, les automobiles et le bois canadiens. Cette prise de position conjointe intervient alors que les discussions sur la révision du traité ont déjà débuté entre le Mexique et les États-Unis. Les premières réunions ont notamment porté sur les règles d'origine dans l'automobile, le commerce de l'acier et de l'aluminium ainsi que les questions de sécurité économique. En vertu des dispositions de l'accord, une confirmation écrite des trois parties en 2026 entraînerait automatiquement une prolongation de 16 ans. À défaut de consensus, le T-MEC demeurerait en vigueur jusqu'en 2036 mais serait soumis à des révisions annuelles, créant une incertitude accrue pour les investisseurs et les entreprises intégrées aux chaînes de production nord-américaines.

Le climat d'investissement au Mexique demeure particulièrement dégradé, aucun des 43 groupes d'analyse interrogés par la Banque du Mexique (Banxico) en mai ne considérant que les conditions actuelles soient favorables à l'investissement. Selon l'enquête mensuelle de Banxico, 51 % des répondants estiment qu'il s'agit d'un mauvais moment pour investir, contre 43 % en mars, tandis qu'aucun n'a jugé le contexte propice à de nouveaux projets d'investissement. À horizon de six mois, 55 % des analystes anticipent un statu quo du climat des affaires, 33 % une amélioration et 12 % une détérioration. Cette prudence s'inscrit dans un contexte marqué par un ralentissement des perspectives économiques. Les économistes du secteur privé ont abaissé leur prévision de croissance du PIB à 1,1 % pour 2026, contre 1,38 % le mois précédent, soit la troisième révision à la baisse consécutive. Les principaux facteurs susceptibles de freiner l'activité identifiés par les répondants sont l'insécurité (19 % des réponses), les incertitudes liées à la politique commerciale extérieure (12 %) et l'absence de réformes structurelles (9 %). Les préoccupations concernant la politique commerciale se sont particulièrement renforcées depuis fin 2024, dans un contexte marqué par les tensions tarifaires avec les États-Unis et l'ouverture du processus de révision du Traité Mexique-États-Unis-Canada (T-MEC). Les résultats de l'enquête suggèrent ainsi que l'incertitude demeure un frein important à la reprise de l'investissement privé.

Sectoriel

À l'occasion de sa conférence de presse annuelle, Carlos Slim, première fortune du Mexique, a annoncé un programme d'investissements de l'ordre de 5 Md USD. Cet effort sera déployé à travers plusieurs sociétés de son groupe et concernera principalement les infrastructures de transport, l'énergie, les télécommunications, ainsi que différents projets industriels et immobiliers. Réparti entre ces différents

secteurs, ce programme reflète la volonté du groupe de se positionner sur des segments appelés à bénéficier des besoins croissants de modernisation, d'urbanisation et d'expansion logistique de l'économie mexicaine. Carlos Slim a notamment indiqué que sa filiale d'infrastructures IDEAL (Impulsora del Desarrollo y el Empleo en América Latina) participerait à plusieurs projets d'envergure, dont l'extension de l'autoroute Mexico–Querétaro et divers ouvrages de transport. Estimant que les contraintes budgétaires des États fédérés et des municipalités limitent leur capacité à porter seuls ces investissements, il a plaidé pour le développement de mécanismes de financement adossés à des garanties publiques, notamment via la Banque nationale des travaux publics et services (Banobras). Au-delà de sa portée économique immédiate, cette annonce constitue également un signal de confiance adressé aux marchés. Carlos Slim a ainsi salué l'orientation favorable à l'investissement de l'administration de Claudia Sheinbaum, soulignant que les importants besoins du pays en infrastructures pourraient constituer l'un des principaux moteurs de croissance dans les prochaines années.

Dans le cadre d'une visite du gouverneur du Nuevo Leon à Paris, le groupe VINCI Airports a rappelé qu'il investirait 400 M USD dans l'aéroport international de Monterrey, principal hub aérien du nord du Mexique. Ce projet prévoit notamment la modernisation des terminaux A et C afin d'accroître les capacités opérationnelles de l'infrastructure, d'améliorer l'expérience des passagers et d'accompagner la croissance soutenue du trafic aérien régional. Avec cette nouvelle enveloppe, le montant total des investissements engagés par VINCI Airports à Monterrey depuis 2024 atteint désormais 800 M USD. L'opérateur entend ainsi soutenir le développement économique accéléré de l'État du Nuevo León, devenu l'un des principaux pôles industriels et logistiques du pays sous l'effet des relocalisations productives vers l'Amérique du Nord. Cette annonce intervient dans un contexte de forte expansion des infrastructures régionales, porté à la fois par les dynamiques de *nearshoring* et par les préparatifs de la Coupe du monde de football 2026, dont Monterrey accueillera plusieurs rencontres. Elle illustre également la confiance des investisseurs internationaux dans les perspectives de croissance du nord du Mexique, l'une des régions les plus dynamiques du pays.

Le groupe américain NVIDIA fournira les unités de traitement graphique (GPU) destinées à équiper la future supercalculatrice publique mexicaine « Coatlicue », projet emblématique de la stratégie de souveraineté technologique portée par l'administration de Claudia Sheinbaum. Selon les autorités mexicaines, cette infrastructure disposera de 14 480 GPU et d'une puissance de calcul estimée à 314 pétaflops, soit près de sept fois celle de la supercalculatrice la plus performante

actuellement en service en Amérique latine. Doté d'un budget public d'environ 317 M USD et d'un calendrier de réalisation de vingt-quatre mois, le projet vise à renforcer les capacités nationales en matière d'intelligence artificielle, de modélisation scientifique et de traitement massif des données. Les applications envisagées couvrent notamment la prévision météorologique, la gestion des ressources hydriques, la planification énergétique, la santé, les télécommunications ainsi que l'analyse des données fiscales et douanières. Au-delà de sa dimension technologique, le projet s'inscrit dans l'ambition du gouvernement mexicain de réduire sa dépendance aux infrastructures numériques étrangères et de développer un écosystème national de calcul intensif susceptible de soutenir la recherche, l'innovation et la compétitivité de l'économie mexicaine à moyen terme.

Finances publiques

D'après un rapport d'Oxfam, les taxes sur les moyens de transport de luxe pourraient générer des recettes supplémentaires non négligeables dans un contexte de réduction des marges budgétaires. D'après le rapport, les moyens de transport de luxe - tels que les yachts, les avions privés ou les voitures haut de gamme, - pourraient apporter des recettes additionnelles significatives à l'État si les instruments fiscaux existants étaient renforcés et si un prix plus juste était appliqué pour l'utilisation des infrastructures publiques. L'organisation souligne que ce type de transport de luxe a un impact environnemental négatif disproportionné, les moyens de transport de luxe figurant parmi les formes les plus polluantes de transport. Une fiscalité plus ambitieuse sur ces biens pourrait ainsi contribuer à renforcer la justice fiscale et environnementale. Oxfam propose trois types de mesure. La première mesure consiste à renforcer les dispositifs existants (avec un potentiel de recettes de 1,8 Md USD) via un (i) l'élargissement de l'impôt sur les véhicules neufs aux moyens de transport de luxe ; (ii) l'augmentation des droits d'amarrage des yachts ; (iii) le relèvement des redevances et permis applicables aux avions privés. La deuxième mesure proposée consiste à créer une taxe spécifique sur les biens de luxe avec des recettes potentielles estimées à 3,6 Md USD. Enfin, le gouvernement pourrait rétablir la taxe annuelle sur la détention de véhicules (*tenencia*) et accroître les contrôles fiscaux sur les biens de luxe polluants avec des recettes potentielles pouvant atteindre 13,6 Md USD par an. Le rapport s'inscrit dans le débat croissant sur la contribution des ménages les plus aisés aux finances publiques, au financement de la transition climatique et à la réduction des inégalités au Mexique.

Indicateurs bourse, change et pétrole

| Indicateurs | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | 04/06/2026 |
|------------------------|------------------------|------------------------------|------------------|
| Bourse (IPC) | -2,48% | 17,06% | 68 285,82 points |
| Change MXN/USD | -0,23% | -9,89% | 17,29 |
| Change MXN/EUR | -0,45% | -8,28% | 20,10 |
| Prix du baril mexicain | -4,18% | 58,12% | 93,53 |

Amérique centrale

Costa Rica

Selon les projections du ministère des Finances du Costa Rica, les recettes fiscales devraient progresser moins rapidement que le PIB au cours des prochaines années, ce qui maintiendrait le ratio dette/PIB au-dessus du seuil de 60 %. Le Cadre budgétaire à moyen terme 2026-2031 anticipe une baisse du ratio recettes fiscales/PIB à 11,9 % en 2026 (-0,9 point de pourcentage par rapport à 2025), puis à 10 % en 2031, contre une moyenne d'environ 14 % ces dernières années. Cette évolution s'expliquerait par le ralentissement de l'activité économique, l'ampleur des régimes fiscaux dérogatoires (notamment dans les zones franches), la faible inflation ainsi que la persistance de l'évasion fiscale. Dans ce contexte, les besoins de financement de l'État devraient s'accroître, entraînant une hausse progressive de l'endettement public. Le ratio dette/PIB resterait ainsi supérieur à 60 % sur l'ensemble de l'horizon de projection, pour atteindre 67,2 % en 2031. Or, la règle budgétaire costaricienne prévoit qu'au-delà de ce seuil, les salaires de la fonction publique et les pensions sont gelés en termes réels, tandis que les marges de manœuvre pour l'investissement public sont fortement réduites. Face à ces risques, le ministère des Finances a annoncé préparer plusieurs projets de loi destinés à renforcer le recouvrement fiscal, intensifier la lutte contre l'évasion fiscale et améliorer l'efficacité de la dépense publique, dans l'objectif de préserver la soutenabilité des finances publiques à moyen terme.

Les États-Unis pourraient imposer des droits de douane additionnels de 10 à 12,5 % sur certaines importations en provenance du Costa Rica. Dans un rapport publié le 2 juin, le Office of the United States Trade Representative (USTR) a identifié 54 pays qui, selon lui, ne lutteraient pas suffisamment contre l'importation de biens issus du travail forcé. Le document estime que ces pratiques réduiraient artificiellement les coûts de production de certains produits costariciens, créant ainsi une concurrence jugée déloyale vis-à-vis des producteurs américains soumis à des normes plus strictes. Cette initiative s'inscrit dans le contexte du durcissement de la politique commerciale de l'administration de Donald Trump, qui cherche à rétablir une partie des mesures tarifaires mises en place en 2025 puis invalidées par la justice américaine. Pour le Costa Rica, l'éventuelle introduction de nouveaux droits de douane constituerait un risque pour certains secteurs exportateurs fortement intégrés au marché américain, principal débouché commercial du pays. Au-delà de son impact potentiel sur les échanges bilatéraux, cette mesure illustre l'élargissement des critères mobilisés par Washington dans sa politique commerciale, les questions relatives aux conditions de travail et aux chaînes d'approvisionnement occupant désormais une place croissante dans les différends commerciaux.

Un forum d'affaires consacré à la « Ville durable », organisé par l'Ambassade de France au Costa Rica, la CCI France Costa Rica et le Service économique de Panama, s'est tenu les 1^{er} et 2 juin à San José. Réunissant plus de 120 participants issus des secteurs public et privé, l'événement visait, deux mois après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, à identifier les opportunités de coopération et d'investissement dans les domaines des infrastructures, des transports, de l'énergie, de l'eau et des services urbains. Cette rencontre a permis de mettre en valeur l'expertise des entreprises françaises auprès des autorités costariciennes, des collectivités locales et des bailleurs de fonds. La participation du vice-président Francisco Gamboa Soto a notamment témoigné de l'intérêt des autorités pour le développement de partenariats dans ces secteurs. Organisé quelques semaines après l'investiture de la nouvelle présidente Laura Fernández, le forum a également constitué une occasion de renforcer le dialogue économique franco-costaricien autour des enjeux de développement urbain durable et de modernisation des infrastructures.

El Salvador

Le Salvador a enregistré 233 M USD d'investissements d'expansion au T1 2026, permettant la création de plus de 1 400 emplois directs, selon l'agence de promotion des investissements Invest. Les autorités attribuent cette performance à l'intérêt croissant des entreprises déjà implantées dans le pays ainsi qu'aux incitations fiscales mises en place pour encourager l'extension des activités

productives. Selon l'agence, ces investissements témoignent de la confiance des entreprises dans les perspectives économiques du pays et dans l'environnement des affaires. Ils devraient également générer des effets d'entraînement sur le tissu économique local, notamment à travers une demande accrue adressée aux fournisseurs nationaux et aux chaînes d'approvisionnement domestiques.

Guatemala

Le Congrès guatémaltèque a adopté une nouvelle loi de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, alignée sur les standards internationaux, réduisant ainsi le risque d'inscription du pays sur la « liste grise » des juridictions faisant l'objet d'une surveillance renforcée. Cette réforme constitue une étape importante dans le renforcement du cadre réglementaire et de la conformité financière du Guatemala. Le texte introduit notamment une approche fondée sur le risque, renforce les exigences relatives à l'identification des bénéficiaires effectifs et étend les obligations de vigilance et de contrôle à de nouveaux secteurs, en particulier celui des actifs virtuels. Ces évolutions visent à améliorer la détection et la prévention des flux financiers illicites, conformément aux recommandations internationales en la matière. Les autorités espèrent que cette réforme contribuera à préserver l'attractivité du pays auprès des investisseurs internationaux, à faciliter l'accès au financement extérieur et à limiter les risques de réputation pour le système financier guatémaltèque. Elle s'inscrit également dans la préparation de la prochaine évaluation du pays par le GAFILAT, prévue en 2027.

Le FMI a entamé sa consultation annuelle au Guatemala dans un contexte de perspectives économiques globalement favorables. La mission, qui se déroule du 27 mai au 5 juin, doit évaluer la situation macroéconomique du pays, l'évolution des finances publiques ainsi que l'avancement des principales réformes engagées par les autorités. Le Fonds a souligné la résilience de l'économie guatémaltèque face à un environnement international incertain et maintient sa prévision de croissance à 4,3 % pour 2025. Les discussions portent également sur la récente réforme de la législation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les autorités considèrent cette réforme comme un levier important pour renforcer l'attractivité du système financier, améliorer la perception du risque souverain et soutenir, à terme, les ambitions du pays en matière d'accès au grade d'investissement.

Honduras

La dette flottante de l'État hondurien s'élève à 24,6 Md de lempiras (environ 945 M USD), soit 2,4 % du PIB. Selon le Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP), plus de la moitié de ces arriérés de paiement est concentrée au sein des entreprises publiques, principalement de l'entreprise nationale d'électricité *Empresa Nacional de Energía Eléctrica*, tandis que l'administration centrale représente 48 % du total. Ces engagements correspondent à des biens et services déjà fournis à l'État mais qui n'ont pas encore été réglés. Leur accumulation reflète les contraintes persistantes de trésorerie auxquelles font face les finances publiques honduriennes, malgré une situation macroéconomique relativement stable. Les autorités comptent notamment sur les décaissements attendus du FMI, estimés à 245 M USD d'ici fin juin, pour renforcer leur marge de manœuvre financière.

Nicaragua

Les exportations nicaraguayennes ont progressé de 33,5 % au T1 2026 pour atteindre 2,77 Md USD, portées principalement par les ventes d'or, de café et de viande bovine. Selon la Banque centrale du Nicaragua, cette hausse résulte à la fois de l'augmentation des prix internationaux et de la progression des volumes exportés. La croissance des exportations a largement dépassé celle des importations (+5,7 %), contribuant à une nette amélioration de la balance commerciale. Le déficit commercial s'est ainsi réduit de 84 % sur un an, pour s'établir à 102,6 M USD au T1. Cette performance reflète également une amélioration des termes de l'échange, qui a soutenu les résultats du secteur extérieur dans un contexte de prix élevés pour plusieurs produits d'exportation clés.

Panama

L'agence de notation Moody's Ratings dresse un bilan globalement favorable des mesures mises en œuvre par le gouvernement panaméen pour assainir les finances publiques. Dans un récent rapport, elle souligne que la croissance économique, l'augmentation des transferts versés par le Canal de Panama et la maîtrise des dépenses d'investissement ont permis de ramener le déficit du secteur public non financier à 3,7 % du PIB en 2025, contre 6,2 % en 2024. Selon l'agence, ces avancées devraient contribuer à stabiliser la dette publique autour de 66-67 % du PIB à partir de 2027. Moody's estime toutefois que les efforts de consolidation budgétaire devront être poursuivis dans un contexte de contraintes

structurelles persistantes, notamment liées à l'étroitesse de l'assiette fiscale et à la faible capacité de mobilisation des recettes publiques. L'agence considère ainsi que l'amélioration de la qualité de crédit du Panama dépendra de la capacité des autorités à inscrire durablement les finances publiques sur une trajectoire plus soutenable. Pour mémoire, la note souveraine du Panama demeure fixée à Baa3 avec perspective négative, soit le dernier échelon de la catégorie « investissement » chez Moody's.

Le secteur de la construction pourrait enregistrer une croissance de 4 à 5 % en 2026, après deux années consécutives de contraction. Selon l'Institut national de statistique et de recensement, la valeur des permis de construire a augmenté de 43,5 % entre janvier et avril 2026 en glissement annuel, après des reculs de 12,1 % en 2025 et de 21,4 % en 2024. Le nombre de permis délivrés aurait également progressé de 36,3 % en glissement annuel au premier trimestre 2026. Cette amélioration suggère un redémarrage progressif de l'investissement dans le bâtiment et les infrastructures, après plusieurs années marquées par le ralentissement de l'activité. La reprise du secteur de la construction, traditionnellement l'un des principaux moteurs de la croissance panaméenne, constitue ainsi un signal favorable pour les perspectives économiques du pays. Au-delà de son impact direct sur l'investissement et l'emploi, ce rebond devrait également soutenir l'activité dans plusieurs secteurs connexes, notamment les transports, le commerce, les services et les matériaux de construction, contribuant ainsi à renforcer la dynamique de croissance de l'économie panaméenne en 2026.

Caraïbes

Cuba

La principale centrale thermoélectrique du pays s'est une nouvelle fois déconnectée du système électrique national (SEN) vendredi, illustrant la fragilité persistante des infrastructures énergétiques cubaines. Remise en service le 28 mai après quatre jours de réparations, la centrale Antonio Guiteras a été mise hors service moins de 48 heures plus tard en raison d'une nouvelle défaillance de l'économiseur de chaudière. Depuis le début de l'année, l'installation a connu 12 arrêts, représentant 293 heures d'interruption liées à ce seul équipement. En 2025, les fuites de chaudière ont été à l'origine de 70 % des pannes enregistrées sur le site. Selon la direction de la centrale, une réparation intégrale de l'économiseur nécessiterait plus d'un mois, tandis qu'une révision générale de l'unité exigerait environ 180 jours. Une telle opération n'a toutefois pas été réalisée depuis 16 ans, alors que les standards internationaux recommandent une révision complète tous les six à huit ans pour une centrale en activité depuis désormais 39 ans. Les autorités espèrent une reconnexion au réseau dans les prochains jours, ce qui permettrait de réinjecter environ 200 MW dans un système électrique confronté à un déficit record de 2 153 MW enregistré le 13 mai. La crise énergétique continue ainsi de s'aggraver : dans une grande partie du pays, les coupures dépassent 20 heures par jour et les autorités ne sont plus en mesure de garantir même deux heures quotidiennes d'alimentation électrique. Le ministre de l'Énergie et des Mines a lui-même qualifié la situation de « *grave, critique et extrêmement tendue* ».

Haïti

L'inflation a légèrement accéléré en avril 2026, mettant fin à cinq mois consécutifs de ralentissement et soulignant la sensibilité des prix aux ajustements administrés des carburants. Après être passée de 32,2 % g.a. en octobre 2025 à 20,6 % g.a. en mars 2026, l'inflation a atteint 21,0 % g.a. en avril. Cette remontée s'explique principalement par une hausse mensuelle des prix de 3,4 %, contre 0,8 % le mois précédent. L'accélération résulte en grande partie de la décision du gouvernement haïtien d'augmenter, le 2 avril, les prix du diesel et de l'essence de respectivement 37 % et 29 %, entraînant une hausse des coûts de transport et de production qui s'est progressivement répercutée sur les prix à la consommation. Les pressions inflationnistes demeurent également soutenues sur les postes essentiels de consommation, avec une progression annuelle de 21,3 % des prix alimentaires et de 22,7 % pour la catégorie « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ». La hausse des prix a été particulièrement marquée pour les biens importés, dont les prix ont augmenté de 4,2 % sur le mois, contre seulement

0,9 % pour les produits locaux, illustrant l'impact direct du renchérissement des coûts énergétiques et des importations sur la dynamique inflationniste du pays.

République Dominicaine

Le taux de pauvreté a reculé de 2,7 points de pourcentage entre le T1 2025 et le T1 2026, poursuivant une tendance d'amélioration des conditions de vie, mais la remontée des inégalités depuis 2022 constitue un défi croissant pour le développement du pays. La proportion de la population ne disposant pas de revenus suffisants pour couvrir le panier de biens de consommation de base est passée de 18,1 % à 15,4 % sur un an. Cette amélioration a été particulièrement marquée chez les femmes, dont le taux de pauvreté a diminué de 19,4 % à 16,7 %. Sur une période de dix ans, le taux de pauvreté a été divisé par 2,4, contre 37,6 % au T1 2016. Cette progression sociale a contribué à l'amélioration de l'indice de développement humain (IDH), même si les inégalités continuent d'en limiter les gains potentiels. Selon les estimations du PNUD, celles-ci ont réduit l'IDH du pays de 18,3 % en 2023, un impact important mais inférieur à la moyenne régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes (20,9 %). Parallèlement, l'indice de Gini a augmenté de manière continue, passant de 0,376 en 2022 à 0,389 en 2025, rompant avec la dynamique de réduction des inégalités observée entre 2018 et 2022, période durant laquelle cet indicateur avait reculé de plus de 12 %. Cette détérioration, plus prononcée dans les zones rurales, reflète une concentration accrue des revenus du travail au profit des ménages les plus aisés. Les transferts de fonds de la diaspora contribuent toutefois à atténuer cette hausse des inégalités et à compenser partiellement le recul relatif des prestations sociales.

La République dominicaine et le Suriname ont franchi une nouvelle étape dans le renforcement de leurs relations économiques en signant plusieurs accords de coopération destinés à approfondir leurs échanges bilatéraux. À l'occasion de la visite officielle de la présidente surinamaïse en République dominicaine, Jennifer Geerlings-Simons et le président dominicain Luis Abinader, accompagnés de leurs ministres des Affaires étrangères respectifs, ont conclu un accord-cadre définissant les bases d'une coopération de long terme dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'éducation, la santé, les énergies renouvelables, le tourisme, l'agriculture et la transformation numérique. Les deux pays prévoient désormais l'élaboration d'une feuille de route détaillant les actions à mettre en œuvre jusqu'en 2031 afin de concrétiser les projets identifiés. En parallèle, deux protocoles d'accord (MoU) ont été signés dans les domaines du commerce, de l'investissement et du tourisme. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large de diversification des partenariats régionaux menée par Saint-Domingue. Au cours des dernières semaines, les autorités dominicaines ont également progressé dans la négociation d'accords de coopération économique et commerciale avec le Panama et l'Équateur, illustrant la volonté du président Abinader de renforcer

l'intégration économique régionale et de consolider les liens commerciaux de la République dominicaine avec ses partenaires latino-américains.

Sainte-Lucie

La saison de croisières 2025-2026 a été la plus dynamique enregistrée à Sainte-Lucie depuis la pandémie. Selon l'Autorité du tourisme de Sainte-Lucie, l'île aurait accueilli près de 673 700 croisiéristes, soit une hausse de 8 % par rapport à la saison 2024-2025. Ce niveau reste toutefois légèrement inférieur (-0,5 %) à celui observé avant la crise sanitaire, lors de la saison 2018-2019. Les visiteurs provenaient principalement des États-Unis (42 % des passagers) et du Royaume-Uni (31 %), confirmant l'importance de ces deux marchés pour l'industrie touristique saint-lucienne. Les dépenses directes générées par l'activité des croisières sont estimées à 48,7 M USD, ce qui correspond à une dépense moyenne d'environ 80 USD par passager. Ces résultats témoignent de la poursuite du redressement du secteur touristique et du retour progressif des flux internationaux vers les niveaux d'avant-pandémie. Ils confirment également le rôle central du tourisme de croisière dans l'économie de Sainte-Lucie, tant en matière de recettes en devises que de soutien à l'activité des commerces, des transports et des services locaux.

Trinité-et-Tobago

Le Fonds vert de Trinité-et-Tobago a atteint un niveau record de 1,9 Md USD en 2025, en hausse de 9,2 % par rapport à 2024. Créé en 2000, ce mécanisme finance des projets environnementaux portés par des organisations non gouvernementales et est alimenté par une taxe équivalente à 0,3 % du chiffre d'affaires brut des entreprises. Malgré l'accumulation de ressources importantes, les décaissements du fonds demeurent relativement limités au regard des montants disponibles. Cette situation alimente les débats sur l'efficacité et l'adéquation de son modèle d'intervention face aux défis environnementaux actuels du pays. Conçu à l'origine pour soutenir des projets de conservation et de protection de l'environnement, le Fonds vert est aujourd'hui souvent perçu comme insuffisamment aligné sur les priorités de la transition énergétique. Son mandat ne permet notamment pas de financer directement les projets liés à la décarbonation ou à la transformation du système énergétique, alors même que ces enjeux occupent une place croissante dans la stratégie de développement de Trinité-et-Tobago.

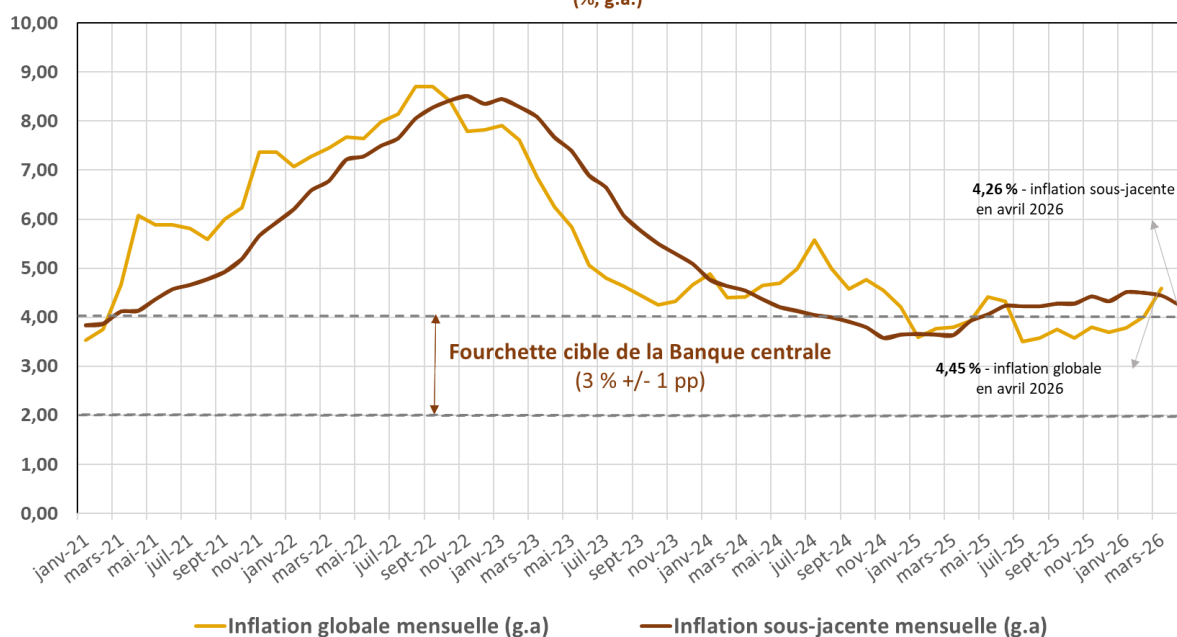
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

| Pays | Population (millions d'hab., 2025) | PIB nominal (Mds USD, 2025) | Croissance du PIB 2022 | Croissance du PIB 2023 | Croissance du PIB 2024 | Croissance du PIB 2025 | Prévision FMI 2026 | Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI) | Inflation (2026, prév FMI) | Taux d'intérêt directeur |
|---------------------------|--|-----------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------|---|----------------------------------|--------------------------------|
| Mexique | 134,4 | 1 832,6 | 3,7% | 3,1% | 1,4% | 0,6% | 1,6% | 62,7% | 3,9% | 6,50% |
| Belize | 0,4 | 3,3 | 9,3% | 0,5% | 3,5% | 2,7% | 2,2,% | 63,2% | 1,5% | 2,25 % |
| Costa Rica | 5,4 | 102,9 | 5,5 % | 4,8% | 4,1% | 4,6% | 3,6% | 61,1% | -0,4% | 3,25% |
| Guatemala | 18,9 | 121,1 | 4,2% | 3,5% | 3,7% | 4,1% | 3,9% | 27,6% | 2,6% | 3,50% |
| Honduras | 11,2 | 39,7 | 4,1% | 3,6% | 3,6% | 3,7% | 3,3,% | 43,8% | 4,4% | 5,75% |
| Nicaragua | 6,8 | 22,2 | 3,6% | 4,4% | 3,6% | 4,9% | 3,8% | 33,2% | 3,5% | 6,25% |
| El Salvador | 6,4 | 37,3 | 3,0% | 3,5% | 2,6% | 3,7% | 3,3% | 84,5% | 2,5% | -- |
| Haïti | 12,7 | 32,1 | -1,7% | -1,9% | -4,2% | -2,7% | -1,7% | 10,7% | 23,5% | 10,00% |
| Jamaïque | 2,8 | 22,3 | 6,4% | 2,7% | -0,5% | -0,1% | -1,2% | 65,8% | 6,1% | 5,75% |
| Panama | 4,6 | 90,5 | 11,0% | 7,2% | 2,7% | 4,4% | 3,8% | 57,7% | 1,4% | -- |
| République Dominicaine | 11 | 127,9 | 5,2% | 2,2% | 5,0% | 2,1% | 3,7% | 58,2% | 5,1% | 5,50% |
| Cuba | 11,2 | 25,3 | 3,2 % (EIU) | 3,2 % (EIU) | 3,8 % (EIU) | 3,6 % (EIU) | -- | 129,4 % (EIU) | 36,8 % (EIU) | -- |

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026

- Annexe Graphique Mexique -

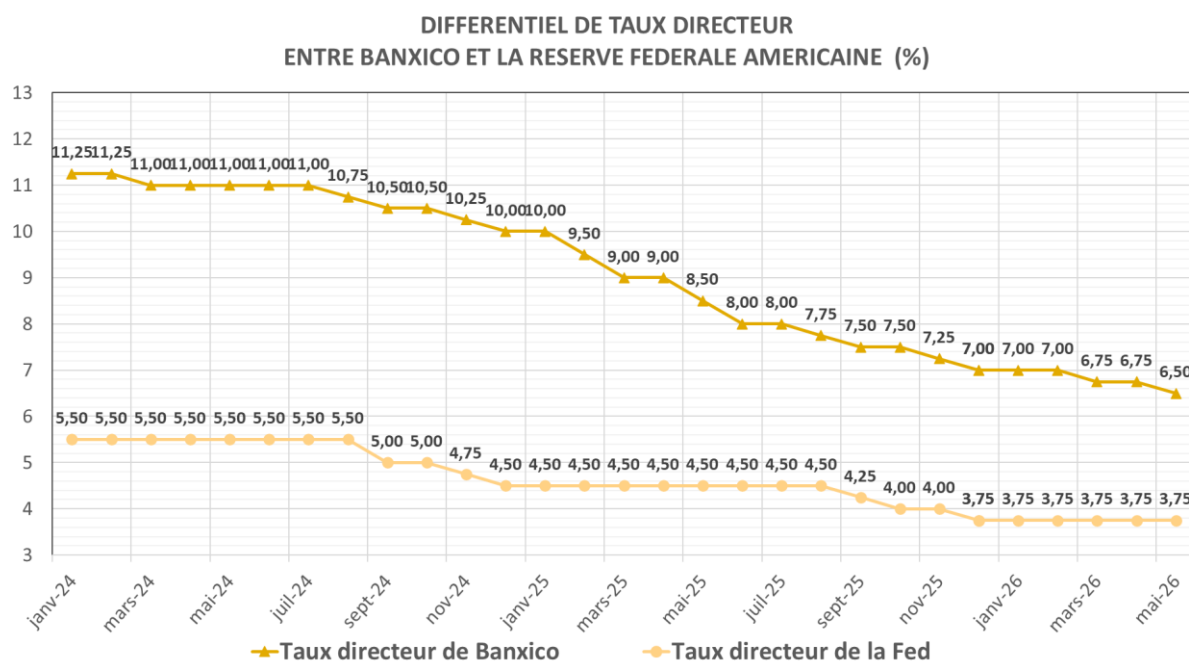
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE
(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

| date | Taux directeur de Banxico | Taux directeur de la Fed | Différentiel (pdb) |
|---------|---------------------------|--------------------------|--------------------|
| janv-24 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| févr-24 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| mars-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| avr-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| mai-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| juin-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| juil-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| août-24 | 10,75 | 5,50 | 525 |
| sept-24 | 10,50 | 5,00 | 550 |
| oct-24 | 10,50 | 5,00 | 550 |
| nov-24 | 10,25 | 4,75 | 550 |
| déc-24 | 10,00 | 4,50 | 550 |
| janv-25 | 10,00 | 4,50 | 550 |
| févr-25 | 9,50 | 4,50 | 500 |
| mars-25 | 9,00 | 4,50 | 450 |
| avr-25 | 9,00 | 4,50 | 450 |
| mai-25 | 8,50 | 4,50 | 400 |
| juin-25 | 8,00 | 4,50 | 350 |
| juil-25 | 8,00 | 4,50 | 350 |
| août-25 | 7,75 | 4,50 | 325 |
| sept-25 | 7,50 | 4,25 | 325 |
| oct-25 | 7,50 | 4,00 | 350 |
| nov-25 | 7,25 | 4,00 | 325 |
| déc-25 | 7,00 | 3,75 | 325 |
| déc-25 | 7,00 | 3,75 | 325 |
| janv-26 | 7,00 | 3,75 | 325 |
| févr-26 | 7,00 | 3,75 | 325 |
| mars-26 | 6,75 | 3,75 | 300 |
| avr-26 | 6,75 | 3,75 | 300 |
| mai-26 | 6,50 | 3,75 | 275 |

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

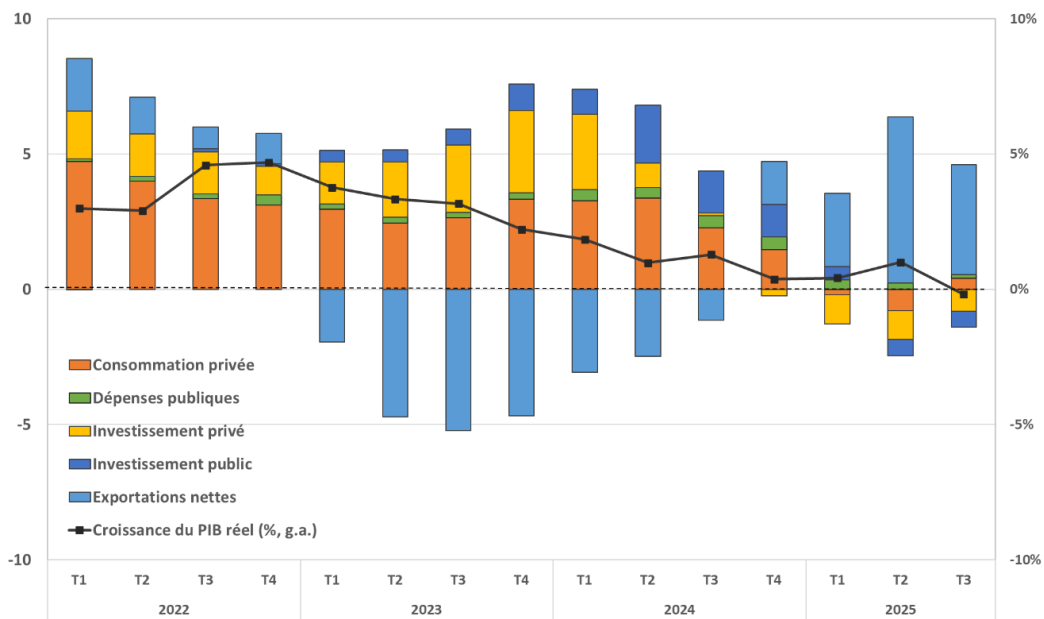
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

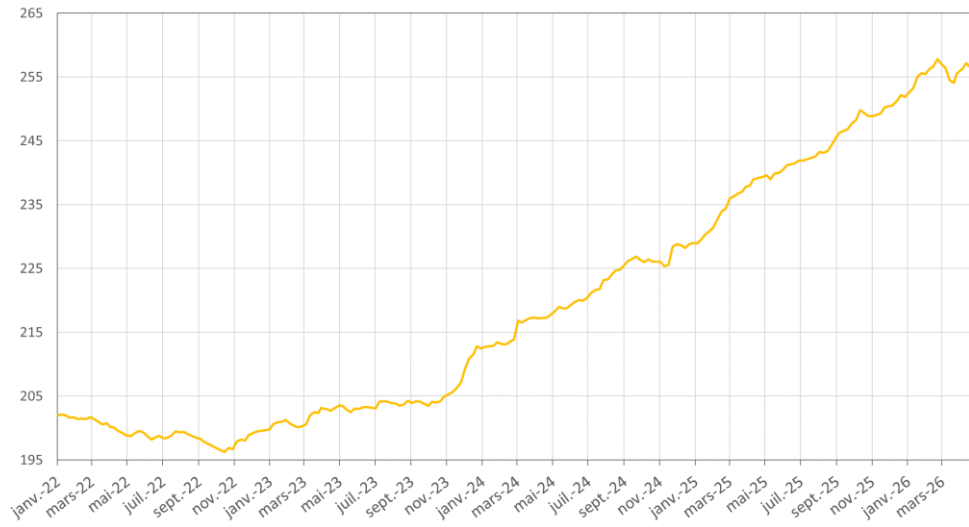
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr